

Position de la FIGEC sur les recommandations de l'ARCEP concernant le plan national de numérotation et ses règles de gestion

7 juin 2019

La Fédération Nationale de l'Information d'Entreprise, de la Gestion des Créances et de l'Enquête Civile est l'Organisation Professionnelle qui rassemble les entreprises - start-up, PME, ETI, filiales de banques, grands groupes - de la gestion du risque client, au service de l'économie française. Ces entreprises travaillent quotidiennement pour sécuriser les 672 milliards d'euros de crédit interentreprises, diminuer les 56 milliards d'euros de perte pour créances impayées et préserver les 300 000 emplois menacés chaque année en France.

Les sociétés de recouvrement de créances et de médiation financière, membres de la FIGEC, agissent dans un cadre strict, régulé par le code des procédures civiles d'exécution, en plus des règles de déontologie qu'elles se sont elles-mêmes fixées, comme par exemple les horaires d'appels sortants.

Ces sociétés ne pratiquent pas de prospection, ni de démarche commerciale, et interviennent postérieurement à l'acte commercial sur des créances dont la responsabilité du caractère « certain, liquide et exigible¹ » de la créance incombe au créancier d'origine.

Elles exercent leur activité uniquement dans le cas où elles sont, soit mandatées par un donneur d'ordre, soit propriétaires des créances ; ces dites créances étant toujours basées sur un **contrat pré-existant liant le créancier d'origine et le client débiteur**. Plus précisément, **quand un consommateur est contacté par une société de recouvrement de créances, c'est uniquement parce qu'il y a un problème dans la réalisation du contrat signé à l'origine.**

C'est dans cet esprit que la FIGEC s'inscrit totalement dans la lutte contre la fraude et les nuisances téléphoniques (pas d'utilisation de numéros usurpés) et partage ainsi les objectifs attendus de ces recommandations.

Tout en rappelant l'intérêt légitime qu'ont ses entreprises à exercer leur activité de recouvrement de créances, la FIGEC :

- attire l'attention de l'ARCEP sur le fait que cette activité s'effectue nécessairement à l'aide de systèmes automatisés, toujours en lien avec le contrat d'origine ;
- **et demande ainsi l'exclusion de ce secteur d'activité quant à l'interdiction d'utilisation de certains numéros territorialisés pour des appels ou messages émis par des systèmes automatisés.**

¹ La créance est en effet certaine car il ne doit pas être possible de contester son fondement ; liquide car exprimée en devises et exigible car sa date d'échéance doit être dépassée.

La Gestion du Risque Client, levier de croissance pour l'économie française

Chiffres clés, chaque année, en France :

- le crédit inter-entreprises représente quelque **672 milliards d'euros**. C'est la première source « gratuite » de financement des entreprises, **trois fois supérieure** au crédit bancaire de trésorerie,
- **56 milliards d'euros**, montant total du passage en pertes pour **créances impayées**,
- **90 % des sommes recouvrées** par les professionnels du recouvrement le sont à **l'amiable**,
- en cas d'impayé, près de **9 entreprises débiteuses** sur 10 et **plus de 8 particuliers débiteurs** sur 10 sont en réalité **solvables**,
- **25 % des défaillances** sont dus à des retards ou à des défauts de paiement,
- ce qui représente environ **300 000 emplois menacés**.

Nos métiers, vitaux pour la croissance des entreprises françaises :

➤ Information d'entreprise, de solvabilité et de prévention de défaillance

Le métier des sociétés spécialisées en information d'entreprise, de solvabilité et de prévention de défaillance est de :

- collecter, analyser, fiabiliser, rendre exploitable les **données issues de multiples sources** : publiques, économiques et financières, privées... et de délivrer aux différents acteurs économiques (entreprises de toutes tailles, banques, assurances, administrations, collectivités...) des solutions d'information à valeur ajoutée pour prendre des décisions éclairées de crédit ;
- sécuriser le **crédit inter-entreprises** : crédit que les entreprises s'accordent entre elles par le biais des délais de paiement consentis représentant **près de 30 % du PIB**. C'est une source de financement importante pour les entreprises mais non sans risque pour les fournisseurs. Raison pour laquelle il est nécessaire et légitime pour eux de savoir avec qui ils contractent ;
- réduire les **délais de paiement** et diminuer le risque de défaillance ;
- soutenir la croissance et le développement durable des entreprises.

➤ Médiation financière - Recouvrement et acquisition de créances

Ces sociétés exercent une activité de recouvrement sur les particuliers et les entreprises pour le compte de tous les **acteurs de l'économie** (fournisseurs d'énergie, de téléphonie, d'accès internet, transports, banques et établissements financiers, assureurs...).

Certaines de ces sociétés se sont spécialisées dans l'acquisition de portefeuilles de créances cédées le plus souvent par des établissements financiers et en assurent ensuite le recouvrement pour leur propre compte.

➤ Enquête civile

Les sociétés d'enquête civile fournissent une offre de service permettant à leurs clients de **localiser leurs débiteurs disparus** et d'étudier leur environnement économique. Cette activité s'ouvre aussi à des besoins comme la **déshérence** des contrats d'assurance vie, les comptes bancaires inactifs, les plis non distribuables... Ces sociétés et leurs enquêteurs sont strictement réglementés et doivent avoir une autorisation d'exercer délivrée par le CNAPS.

La Fédération Nationale de l'Information d'Entreprise, de la Gestion des Créances et de l'Enquête Civile est l'Organisation Professionnelle qui rassemble les entreprises - start-up, PME, ETI, filiales de banques, grands groupes - de la gestion du risque client, au service de l'économie française.

Nos entreprises travaillent quotidiennement pour sécuriser les 672 milliards d'euros de crédit interentreprises, diminuer les 56 milliards d'euros de perte pour créances impayées et préserver les 300 000 emplois menacés chaque année.

Contact : Sébastien Bouchindhomme - sbouchindhomme@figec.com - 06 20 20 54 01